



HAL
open science

“ L’Étatisme de plateforme ” : “ Souverainisation ” des plateformes comme stratégie industrielle. Le cas de la Russie

Ilya Kiriya

► To cite this version:

Ilya Kiriya. “ L’Étatisme de plateforme ” : “ Souverainisation ” des plateformes comme stratégie industrielle. Le cas de la Russie. *Tic&société*, 2025, 19 (1-2), pp.240-267. <hal-05435578>

HAL Id: hal-05435578

<https://hal.science/hal-05435578v1>

Submitted on 30 Dec 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

« L'Étatisme de plateforme » : « Souverainisation » des plateformes comme stratégie industrielle. Le cas de la Russie

Ilya KIRIYA

ilia.kiriya@univ-grenoble-alpes.fr

« L'Etatisme de plateforme » : « souverainisation » des plateformes comme stratégie industrielle. Le cas de la Russie

« L'Étatisme de plateforme » : « souverainisation » des plateformes comme stratégie industrielle. Le cas de la Russie

Ilya KIRIYA est professeur des universités en sciences de l'information et de la communication, membre de Gresec, Université Grenoble Alpes. Spécialiste d'économie politique des médias et des industries culturelles dans des pays post-soviétiques. Plus de 16 ans fut professeur et directeur de l'école des média à l'Université Nationale de la Recherche - Ecole Supérieure d'Economie à Moscou.

L'article est préparé dans le cadre du projet Global Media & Internet Concentration Project, Carleton University (Canada), gmicp.org

Après le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, l'espace public russe a subi de nombreuses transformations, marquées par une intensification de la censure et une quasi-élimination de l'opinion opposée à la ligne officielle du pouvoir. De nombreux médias et sources d'information ont été bloqués, y compris l'accès à des réseaux sociaux étrangers (Facebook, Instagram et X bloqués, YouTube étant *de facto* non opérationnel). Certaines plateformes numériques étrangères (Spotify, Amazon, Netflix) ont volontairement suspendu leurs activités en Russie en raison des blocages des moyens de paiement internationaux. Au-delà des raisons purement restrictives en matière de liberté d'expression, ces actions des autorités russes peuvent également être envisagées sous l'angle industriel. Cet article vise à combler ce vide et à examiner cette « souverainisation » comme une stratégie industrielle, en mettant en lumière le processus progressif d'étatisation du secteur.

Mots-clés : plateformes numériques, Russie, souveraineté numérique, isolation, étatisme

After the beginning of Russia's invasion of Ukraine in 2022, the Russian public space has undergone many transformations towards censorship and quasi-elimination of oppositional opinions. Many media and information resources have been blocked, including access to foreign social networks (Facebook, Instagram, X blocked, YouTube is *de facto* non-operational), some foreign digital platforms (Spotify, Amazon, Netflix) have voluntarily suspended their activities in Russia because of the

blocking of foreign means of payment. Apart from purely restrictive reasons against freedom of expression, these actions of the Russian powers can also be considered in their industrial dimension. This article aims to fill this void and examine this "sovereignization" as an industrial strategy by showing the progressive process of the nationalization of the sector.

Keywords : digital platforms, Russia, digital sovereignty, isolation, statism

Tras el inicio de la invasión rusa de Ucrania en 2022, el espacio público ruso ha sufrido muchas transformaciones hacia la censura y la virtual eliminación de la opinión contraria a la línea de poder oficial. Muchos medios de comunicación y recursos de información han sido bloqueados, incluido el acceso a redes sociales extranjeras (Facebook, Instagram, X bloqueado, YouTube no está *operativo de facto*), algunas plataformas digitales extranjeras (Spotify, Amazon, Netflix) han suspendido voluntariamente sus actividades en Rusia debido al bloqueo de medios de pago extranjeros. Aparte de las razones puramente restrictivas contra la libertad de expresión, estas acciones de las potencias rusas también pueden considerarse en su dimensión industrial. Este artículo tiene como objetivo llenar este vacío y examinar esta "soberanización" como estrategia industrial mostrando el proceso progresivo de nacionalización del sector.

Palabras clave : plataformas digitales, Rusia, soberanía digital, aislamiento, estatismo

Introduction

Après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, l'espace public russe a été profondément transformé, ce qui a eu des répercussions non seulement sur les moyens techniques d'auto-expression, mais aussi sur l'ensemble du fonctionnement du secteur numérique. Cette transformation est liée à deux types de changements. Le premier concerne l'introduction de mesures discriminatoires en matière de liberté d'expression, entraînant le blocage de nombreux sites Internet, y compris certains services numériques mondialement connus (comme Facebook). Entre le 1^{er} mars 2022 et le 1^{er} mars 2023, 96 434 sites Internet ont été bloqués, soit presque deux fois plus que l'année précédente (59 857) (Roskomsvoboda, 2025). En 2024, le nombre total de sites bloqués s'élevait à plus de 500 000 (Lebedeva, 2025). Une partie de ces sites a été bloquée pour violation d'un article du Code pénal sur la « divulgation de fausses informations sur les activités des forces armées », selon lequel toute information ne correspondant pas à la position officielle des autorités russes (notamment celle du ministère de la Défense) est considérée comme « fausse ». D'autres ont été censurés en vertu de l'article sur le « discrédit des forces armées ». Certains médias en exil ainsi que des médias russophones étrangers ont été classés comme « organisations indésirables » ou même « extrémistes » comme Meta Platforms, maison mère de Facebook.

Le deuxième changement est lié au départ volontaire de plateformes et services numériques étrangers, soit pour des raisons politiques, soit en raison de l'impossibilité pour les usagers en Russie de payer leurs abonnements avec des moyens de paiement conventionnels. En effet, Visa et Mastercard ont quitté la Russie, rendant inopérables à l'étranger les cartes bancaires émises sur son territoire, notamment pour le paiement de services comme Netflix ou Amazon. Ainsi, ces derniers ont bloqué tous les comptes des utilisateurs russes, Google n'accepte plus les paiements via des cartes bancaires russes pour YouTube Music ou Google Drive, et Apple permet uniquement d'alimenter un compte Apple ID via le numéro mobile d'un opérateur russe (Kiriya, 2024). Certaines politiques des géants mondiaux du numérique à l'égard de la Russie ont également été liées aux sanctions internationales. Début mars 2022, peu après le début de l'invasion, l'Union européenne a interdit la diffusion de RT et Sputnik en Europe, ce qui a entraîné une réaction de la part des grandes plateformes (Facebook, YouTube), qui ont bloqué les comptes de ces médias sur leurs services (Smyrniaios et Papaevangelou, 2022).

Tous ces changements ont contribué à l'essor des plateformes technologiques russes. L'audience quotidienne de Telegram est passée de 19 % fin 2021 à 51 % au troisième trimestre de 2024 (Atchkasova, 2024). En raison du ralentissement de YouTube à partir d'août 2024, son audience mensuelle a diminué de 6 %, tandis que celle du réseau social russe VK, contrôlé par des oligarques proches du Kremlin, a pour la première fois dépassé YouTube (Kouvchinov, 2025). Le nombre de téléchargements de *VK Vidéo*, une plateforme russe lancée en 2023 comme alternative à YouTube, a atteint 44 millions sur Android et iOS. Le nombre de créateurs de contenu original y a augmenté de 52 % (Sostav, 2024). En novembre 2024, l'auditoire mensuel de *RuTube*, une autre plateforme détenue par *Gazprom Media*, a doublé par rapport à novembre 2023, atteignant 70,5 millions de personnes (Gazprom Media, 2024).

Ces dynamiques peuvent laisser penser que la Russie profite du départ des plateformes occidentales pour les remplacer entièrement par des plateformes domestiques sous contrôle du Kremlin. Dans la mesure où la prolifération et la montée en puissance des plateformes locales s'opèrent au détriment des plateformes globales, ce phénomène peut être interprété comme une forme de résistance du marché numérique face aux géants américains. Ce type d'interprétation est fréquemment relayé par des acteurs étatiques tenant un discours anticapitaliste, dans le but de justifier « la fin de la domination » des plateformes occidentales. Toutefois, cette substitution suscite également des résistances de la part des usagers, qui ne souhaitent pas toujours adapter leurs pratiques aux « plateformes souveraines » et développent des tactiques pour y échapper (source anonymisée).

Dans son ouvrage emblématique *Fin de millénaire*, Manuel Castells caractérise le mode de production soviétique comme « étatiste », c'est-à-dire un système dans lequel l'excédent est approprié par l'État, et non par un capitaliste comme dans le capitalisme (Castells, 1999). On peut donc se poser la question suivante : assistons-nous à l'essor d'un « étatisme de plateforme » en Russie, qui remplacerait progressivement le « capitalisme de plateforme » décrit par Srnicek (2018) ? Autrement dit, dans quelle mesure ces transformations industrielles ont-elles modifié la nature du capitalisme numérique en Russie, étant longtemps considérée comme partie intégrante d'Internet mondial ? Assiste-t-on à une nationalisation du secteur ? La logique isolationniste domine-t-elle désormais ce domaine ? Les « plateformes souveraines » s'inscrivent-elles dans le mouvement de recherche d'alternatives au capitalisme de plateforme, tel que le décrivent certains auteurs (Fuchs, 2017 ; Woodcock, 2021) ? Ce sont ces interrogations que cette contribution se propose d'explorer.

Contrairement aux conclusions alarmistes de certains travaux (Dietrich, 2023), nous avançons l'hypothèse que le contrôle des plateformes répond avant tout à une conjoncture politique spécifique – en l'occurrence, la guerre contre « l'Occident collectif », comme l'a baptisé la propagande de Kremlin (dans les communiqués officiels de ministère des Affaires étrangères cette expression est largement utilisée) –, même s'il demeure inscrit dans une logique marchande. En d'autres termes, le « capitalisme de plateforme » continue de structurer les dynamiques d'acteurs dans ce domaine en Russie.

Nous structurerons notre analyse en trois temps. Tout d'abord, nous examinerons la notion de souveraineté numérique russe, qui découle à la fois de l'héritage de la guerre froide et des théories complotistes postsoviétiques. Ensuite, nous présenterons le modèle de contrôle des plateformes tel qu'il a émergé bien avant la guerre, combinant à la fois une logique étatiste et des éléments néolibéraux. Enfin, nous analyserons les principaux changements dans les stratégies économiques des plateformes dites « souveraines » après le début de l'invasion de l'Ukraine.

Notre approche repose sur la méthodologie classique d'analyse socio-économique des médias et des industries culturelles (Bullich et Schmitt, 2019), centrée sur l'étude des stratégies d'acteurs. Pour analyser ces stratégies, nous avons mobilisé une diversité de sources :

- Les rapports d'activités officiels des principaux acteurs économiques du secteur (VK, Gazprom médias, Yandex) ;
- La presse économique spécialisée (Vedomosti, Kommersant, RBK, etc.), qui, malgré l'opacité relative et le caractère fermé du marché russe, fournit des informations précieuses sur les activités des entreprises ainsi que sur les discours accompagnant les décisions économiques et les prises de position des structures de gouvernance ;
- Les données d'audience disponibles sur les bases de données de Mediascope, société officielle de mesure d'audience en Russie
- Les politiques publiques, analysées à partir de textes législatifs et de documents réglementaires, notamment les lois et leurs notes explicatives disponibles sur le site Internet du parlement russe. Étant donné que l'accès à ce site est actuellement restreint depuis l'Union européenne, l'auteur a eu recours à un VPN simulant une adresse IP russe afin d'y accéder.

Enfin, le suivi des stratégies d'acteurs et de leur évolution sur le marché russe est assuré par l'auteur depuis le début des

années 2000, dans le cadre de son activité de recherche régulière, reposant sur une connaissance approfondie du contexte industriel ainsi que des dynamiques politico-économiques de la Russie postsoviétique.

« Citadelle » numérique comme vision complotiste

Le concept de « citadelle » est particulièrement pertinent pour décrire la relation de la Russie avec la souveraineté informationnelle depuis la guerre froide. Tristan Mattelart évoque cette notion pour qualifier la société soviétique, où les flux d'information en provenance de l'extérieur étaient perçus comme des menaces majeures, susceptibles de détruire ou au moins rendre fragile son idéologie (Mattelart, 1995). En raison de cette fragilité idéologique du projet soviétique, la question de l'isolement informationnel de l'URSS revêtait une importance capitale. Cette préoccupation transparaît notamment dans la postface du célèbre rapport McBride, où le représentant soviétique Sergueï Lossev jugeait le rapport final trop discret sur le phénomène « d'invasion culturelle » (MacBride, 1986, p. 262). Cette posture s'explique par l'évolution de la vision stratégique soviétique : d'abord tournée vers une révolution prolétarienne mondiale avant la Seconde Guerre mondiale, elle s'est ensuite orientée vers un affrontement militaire et idéologique avec l'Occident.

Après la chute de l'URSS, la fin de la guerre froide et l'ouverture du marché culturel et médiatique russe ont permis une certaine pénétration des capitaux étrangers dans plusieurs secteurs. Toutefois, cette ouverture s'est avérée inégale selon les domaines. Si la presse écrite, les télécommunications, le cinéma, ainsi que les technologies de l'information et de la communication (TIC), ont accueilli de manière relativement favorable les investissements extérieurs, la télévision fédérale est demeurée largement imperméable à de telles participations (Kiriya, 2019 ; Degtereva & Kiriya, 2010). Cette faible présence du capital étranger dans la télévision s'explique principalement par l'implication des oligarques, qui contrôlaient les principales chaînes et utilisaient ce levier dans les jeux politiques.

Parallèlement, l'ouverture culturelle du pays, la pénétration de contenus et de modes de vie occidentaux, ainsi que la fin de la guerre froide ont été perçues par certains courants politiques d'extrême droite et nationalistes comme une « trahison » de la patrie, une perte de l'identité culturelle, voire une menace existentielle. C'est dans ce contexte idéologique et politique que s'est développée, dans les années 1990, une lecture complotiste de l'effondrement de l'URSS, héritant en grande partie des idées isolationnistes de la souveraineté informationnelle.

On peut ainsi mentionner une idée très populaire dans le discours politique postsoviétique : l'existence supposée d'un « plan secret de Dulles ». Ce document attribué à Allen Dulles, directeur de la CIA dans les années 1950, aurait prétendument exposé une stratégie visant à démanteler l'URSS par des méthodes de propagande. Bien que l'existence de ce plan n'ait jamais été prouvée, de nombreux hommes politiques russes y ont fait référence à plusieurs reprises. Une autre théorie complotiste, s'inscrivant dans la même logique selon laquelle l'effondrement de l'URSS aurait été orchestré de l'extérieur, est défendue par un historien alternatif Nikolaï Starikov. Ce dernier affirme que Mikhaïl Gorbatchev aurait été un espion recruté par la CIA pour détruire ce qu'il appelle « l'Empire du mal » (Starikov, 2009). Jusqu'au début des années 2010, ces visions complotistes n'étaient pas prises au sérieux par les autorités russes. Aucun parti politique mainstream ne s'y référait ouvertement. Cependant, à partir de 2011 et des mouvements d'opposition populaires, on observe un changement dans la rhétorique du pouvoir. Le Kremlin commence alors à voir « la main de Washington » derrière ces manifestations. Vladimir Poutine lui-même adopte un discours plus offensif, accusant l'opposition russe de « mendier à des ambassades étrangères », sous-entendant qu'elle recevait des financements extérieurs. Ilya Yablokov (2018) montre ainsi comment les théories du complot se sont progressivement intégrées aux outils de communication politique du Kremlin. Ce tournant idéologique est également lié à des transformations géopolitiques majeures. Dès la « révolution des roses » en Géorgie (2003), suivie de la révolution orange en Ukraine (2004) et de la « révolution des tulipes » au Kirghizistan (2005), les candidats soutenus par Moscou commencent à perdre les élections au profit de forces pro-occidentales. Dans un contexte d'élargissement de l'OTAN, ces mouvements politiques dans les anciens pays satellites de l'URSS sont perçus par le Kremlin comme les maillons d'un vaste complot visant à affaiblir la Russie. À cela s'ajoutent, au début des années 2010, les « révolutions arabes », souvent qualifiées de « révolutions Twitter », renforçant encore davantage la perception d'une ingérence occidentale dans les affaires intérieures d'autres nations. Ainsi, les théories complotistes anti-occidentales ont convergé avec un technodéterminisme primaire, attribuant au Web 2.0 un rôle central dans les bouleversements politiques mondiaux et l'émergence d'un nouveau type de mobilisation politique – phénomène mis en avant par Castells (2012) et largement critiqué par les sciences sociales ensuite (Tufekci, 2019).

Les mouvements d'opposition de 2011-2012, le retour de Vladimir Poutine à la présidence soutenu par un discours conservateur et une vision déjà fortement instrumentalisée des

technologies numériques, ont donné naissance à une nouvelle politique médiatique. Celle-ci visait non seulement l'instrumentalisation des médias traditionnels, mais aussi le contrôle de l'auto-expression dans le secteur de l'Internet, perçu comme échappant au contrôle centralisé. Olesia Koltsova et Andrei Shcherbak (2015), dans leur article Livejournal Libra, met en lumière l'indépendance de la blogosphère russe par rapport aux discours propagandistes des médias dominants. En complément des mesures restrictives telles que la pénalisation de l'auto-expression sur les réseaux sociaux ou l'instauration de dispositifs de la censure numérique (Deibert et Rohozinski, 2010 ; Kossov, 2023), l'État russe poursuit un objectif plus vaste : affirmer son autorité sur le RuNet en tant qu'espace informationnel souverain. Cette stratégie implique des interventions d'envergure sur les infrastructures numériques. C'est dans cette perspective qu'émerge un discours politique structurant une opposition entre un « Internet souverain » et un « Internet étranger ». Ainsi, en avril 2014 (juste après l'annexion de la Crimée), Vladimir Poutine, lors d'un forum organisé par le Front national (le mouvement politique de la jeunesse poutinienne), a repris une mythologie complotiste selon laquelle « l'Internet serait né d'un projet spécial de la CIA » (Golitsyna et Agamalova, 2014). Igor Achmanov, un entrepreneur proche du Kremlin, a déclaré en 2018 que Twitter, Google et Facebook « ne sont pas des plateformes, mais des participants à la guerre contre la Russie » (Roem, 2018). Dans ce genre de discours, la frontière numérique de l'État est associée à la frontière physique, et c'est sur cette logique qu'ont été orientées les politiques publiques russes (Nocetti, 2015). Désormais, les plateformes « étrangères » sont de plus en plus séparées des plateformes « domestiques », et de nombreuses politiques publiques visent concrètement à accentuer cette distinction. Une telle séparation est, en effet, une des conséquences de l'état d'esprit complotiste, qui cherche des ennemis et des agents étrangers partout. Selon Kolozaridi et Asmolov (2021), dans cette vision, l'ordre des choses hors ligne est simplement reproduit dans les représentations en ligne.

Selon Johannes Thumfart (2025), l'approche de la souveraineté numérique russe repose sur la notion de « souveraineté informationnelle », issue des débats autour du NOMIC (Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication) et intégrée dans les documents statutaires de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai), dont la Russie et la Chine sont membres. Cette représentation de la « souveraineté » est largement influencée par l'idée de protection de la culture locale et de l'identité culturelle. Cependant, comme le note l'auteur, le modèle russe de souverainisation d'Internet a beaucoup plus d'éléments de discours que de la réalité. De ce point de vue le modèle chinois est beaucoup plus restrictif.

« L'Etatisme de plateforme » : « souverainisation » des plateformes comme stratégie industrielle. Le cas de la Russie

Le modèle russe des plateformes souveraines repose en grande partie sur une logique idéologique, souvent alimentée par des discours complotistes, davantage axée sur la désignation d'un ennemi extérieur que sur une véritable logique industrielle. Ainsi, le discours sur les alternatives aux plateformes numériques étrangères et à leur modèle a largement dépassé la réalité des véritables alternatives existantes. Avant même le déclenchement du conflit armé, bien que l'État ait progressivement instauré des mécanismes de contrôle de plus en plus répressifs, ceux-ci coexistaient avec une relative ouverture du marché numérique, où les plateformes internationales conservaient une place non négligeable. Le secteur des plateformes numériques ne s'inscrivait donc pas pleinement dans un schéma de capitalisme d'État, à l'instar des secteurs stratégiques tels que celui du pétrole et du gaz (Mizobata et Hiroaki, 2022). De ce point de vue, le système en place ne correspondait pas encore à une forme pleinement constituée de « l'étatisme de plateforme ». Par ailleurs, les alternatives proposées par le discours politique officiel ne s'apparentaient nullement aux modèles réellement alternatifs de plateformes fondées sur des dynamiques communautaires ou sur des logiques de communs numériques.

2012-2022 : Souveraineté numérique néolibérale

La période suivant le retour de Vladimir Poutine à la présidence en 2012, marquée par un durcissement du régime consécutif aux mobilisations de la place Bolotnaya, peut être caractérisée par des logiques contradictoires. Cette phase peut être qualifiée de « souveraineté numérique néolibérale » en raison de la coexistence paradoxale de logiques étatiques autoritaires et de dynamiques de marché. D'un côté, l'État, au niveau de la gouvernance, met en place des politiques publiques visant clairement la « souverainisation », traitant les plateformes globales comme des acteurs locaux devant se conformer à la législation russe. Cette législation repose toujours sur le même principe, celui de considérer les frontières numériques comme des frontières physiques de l'État. De l'autre côté, l'industrie de l'Internet fonctionne en dehors des logiques étatiques : des investissements privés y sont attirés, et la société *Yandex*, née à l'origine comme moteur de recherche dans les années 1990, devient un véritable écosystème de plateformes. En ouvrant des services comme *Yandex Taxi* (maintenant *Yandex Go*), *Kinopoisk* (service de vidéo à la demande), *Yandex Money* (système de paiement), etc., *Yandex* diversifie ses activités. Les fusions et rachats dans le secteur suivent une logique marchande. Ainsi, l'oligarque russe Alisher

Usmanov devient co-proprétaire de Facebook en 2008 et cèdera sa part du capital de 14,2 millions d'actions en 2013 (Garside, 2013). Les plateformes étrangères fonctionnent en Russie selon une logique commerciale.

La première logique découle du prolongement du discours complotiste de « sécurité » d'État évoqué précédemment. Après les mouvements populaires de 2011 et 2012 dans les grandes villes, qui ont attiré un nombre record de participants depuis 1993, l'État commence à mettre en place une logique de contrôle de l'expression des opinions sur les réseaux sociaux. De nombreuses formes d'expressions sont désormais pénalisées par les nouvelles lois sur l'extrémisme en ligne (2011) et la loi anti-blasphème (2013). À partir de 2013, selon la « loi Lougovoï », l'institution de contrôle public Roskomnadzor (RKN) obtient le droit de bloquer les sites contenant des contenus illicites sans aucune décision de tribunal. Initialement, cela concernait les sites faisant « propagande de la drogue » auprès des jeunes, mais les raisons de blocage sont rapidement étendues au contenu piraté (Kiriya, Sherstoboeva, 2015), puis aux contenus politiques d'opposition, comme les sites *Grani.ru* et *Kasparov.ru* (Kossov, 2023).

Parmi les instruments juridiques mis en œuvre dans le cadre de renforcement du contrôle numérique en Russie, plusieurs lois ont eu des répercussions notables sur l'infrastructure des plateformes numériques. Tout d'abord, il convient de mentionner les lois Iarovaïa (du nom de la députée Irina Iarovaïa) adoptées en 2016, qui obligent à stocker les données numériques transitant par les FAI (fournisseurs d'accès à Internet) sur le territoire russe et à les fournir aux services de sécurité (notamment FSB) selon les prescriptions. En 2015, la loi 242-FZ a imposé le stockage des données personnelles des citoyens russes provenant des services informatiques sur des serveurs physiquement situés en Russie. Bien que de nombreux services étrangers aient rapidement localisé leurs serveurs en Russie, de grandes plateformes comme Facebook et Google ont préféré payer les amendes révélant ainsi la tension entre logique de souveraineté numérique et intérêt économique transnational. En 2021 (soit six ans après l'entrée en vigueur de la loi), Google a encore dû payer une amende pour non-respect de cette réglementation (Roskomsvoboda, 2021), bien que ses activités n'aient pas été bloquées. En revanche, LinkedIn a été bloqué en 2016 à la demande du RKN (Roskomnadzor), notamment en raison de la violation de la loi 242-FZ. Il convient également de mentionner la loi « sur l'Internet souverain » (90-FZ), adoptée en 2019, qui permet à l'État de prendre le contrôle des points de trafic transfrontalier. À cet effet, tous les FAI ont été contraints d'installer des dispositifs spéciaux sur les points de trafic transfrontalier (les boîtiers) (Kossov, 2023), lesquels peuvent être utilisés pour

bloquer le contenu de certains sites étrangers ainsi que ralentir leur trafic. Ces contraintes ont créé le marché séparé des moyens de surveillance numérique (des systèmes connus sous acronyme SORM) et équipements de filtrage – notamment le système Revizor (Ermoshina *et al.*, 2021). Ces technologies ont été largement utilisées après 2022 pour restreindre l'accès des Russes à l'information indépendante. Enfin, la loi dite sur « l'atterrissage » (236-FZ) obligeait les plateformes étrangères à ouvrir des succursales en Russie, responsables légalement devant la justice russe pour les activités de leurs maisons mères. Ces lois ont souvent été adoptées sous des prétextes complotistes. Dans l'exposé des motifs de la loi 90-FZ, on peut lire : « En raison de la nature agressive de la stratégie nationale de cybersécurité des États-Unis adoptée en septembre 2018, dans laquelle la Russie est accusée sans preuve de mener des cyberattaques contre les États-Unis » (608767-7, projet de loi). Néanmoins, de nombreuses plateformes étrangères, telles que Facebook, Twitter, Google et YouTube, ont contourné les obligations légales imposées par les autorités russes en choisissant de s'acquitter des amendes plutôt que de se conformer strictement aux nouvelles réglementations. Jusqu'au déclenchement de la guerre en Ukraine, ces plateformes n'ont pas fait l'objet de blocages systématiques : Facebook et Twitter, par exemple, n'ont été effectivement restreints qu'après février 2022, et pour des motifs distincts. Le cas de LinkedIn illustre de manière emblématique la dimension symbolique de cette régulation. Le blocage de cette plateforme, peu utilisée en Russie et disposant d'un public relativement restreint, semble avoir principalement servi à adresser un message dissuasif à l'ensemble des acteurs du numérique, plutôt qu'à répondre à une menace informationnelle concrète. Ainsi, l'adoption de ces mesures régulatrices dans le domaine des plateformes a eu un effet paradoxal. D'une part, ces mesures sont justifiées par un discours de défense de la souveraineté informationnelle et s'accompagnent de dispositifs techniques censés renforcer le contrôle étatique. D'autre part, leur efficacité réelle reste limitée : la domination des plateformes étrangères demeure largement intacte. À titre d'exemple, Google détenait encore, en 2021, plus de 50 % de part de marché dans le secteur des moteurs de recherche en Russie, soit peu avant le déclenchement du conflit en Ukraine (Rusakov, 2022).

Ces dynamiques, qui peuvent être qualifiées d'« isolationnistes », ont également coïncidé avec le développement relativement commercial du secteur des plateformes locales, ce qui représente la deuxième logique. On peut observer la consolidation du secteur de l'Internet autour de trois types d'acteurs :

- Les entreprises technologiques établies à l'époque des débuts du *RuNet*, à l'aube des années 1990, en

tant qu'initiatives privées, qui se concentrent davantage sur l'attraction d'investissements et sur les marchés financiers (tels que les IPO de *Yandex* et de *Mail.Ru Group*).

- Les entreprises médiatiques qui, depuis les années 2000, sont sous le contrôle des oligarques proches du Kremlin et tournent autour des secteurs du pétrole et du gaz, notamment *Gazprom* (Kiriya, 2017).
- Les entreprises du secteur financier étatique russe, qui deviennent de plus en plus actives dans le secteur numérique.

Concernant le premier secteur, on peut observer la consolidation d'entreprises qui représentaient les premières initiatives du RuNet des années 1990. Ainsi, le géant informatique *Yandex* dont le moteur de recherche détenait 45 % du trafic de recherche avant la guerre (Rusakov, *op. cit.*) a réalisé avec succès son introduction en bourse Nasdaq en 2011. Cette société entièrement privée, qui a grandi à partir d'un moteur de recherche, s'est transformée en un véritable écosystème de plateformes numériques en lançant *Yandex Taxi* (l'analogue d'*Uber*), des services de commande de nourriture (similaires à *Uber Eats*), un service de navigation, l'agrégateur de nouvelles *Yandex.News*, ainsi que le cinéma en ligne *Kinopoisk* (racheté par la société en 2013). La société mère de *Yandex*, *Yandex NV*, était enregistrée aux Pays-Bas.

Une autre héritière des initiatives privées des années 1990, *Mail.ru Group*, formée autour du service de messagerie Web *Mail.ru*, a été rachetée par l'investisseur Yuri Milner. Elle a également réalisé une IPO à la bourse de Londres, avec une capitalisation de 5,7 milliards de US dollars. Milner codétenait la fondation mère de *Mail.Ru Groupe Digital Sky Technologies* avec l'oligarque proche du Kremlin et de *Gazprom*, Alicher Ousmanov, et sa société *USM Holdings*. En 2014, *Mail.ru Group* a acquis 11,9 % du réseau social *Vkontakte* de Pavel Dourov et a consolidé environ 40 % du réseau détenu par la fondation *UCP (United Capital Partners)*. Dourov a accusé *UCP* et *Mail.ru Group* de pression politique pour le contraindre à céder le contrôle de *VK* (Quénelle, 2016). Avant cette acquisition, *Mail.ru Group* avait déjà racheté le contrôle du réseau social *Odnoklassniki* (camarades de classe) et plusieurs sociétés actives dans l'industrie des jeux vidéo. En 2009, *Mail.ru Group* avait acquis une participation minoritaire de 14,2 millions d'actions de Facebook pour 200 millions de US dollars, qu'elle a revendues en 2013 pour plus de 500 millions de dollars (Garside, 2013). En 2021, *Mail.ru Group* a changé de nom pour *VK Group*, consolidant à ce moment-là *VK* et *Odnoklassniki* parmi les réseaux sociaux, plusieurs plateformes de formation en ligne (notamment *Uchi.ru*, largement utilisé par les écoles russes pour communiquer les devoirs aux élèves,

analogue du système français *Pronote*), son propre système d'authentification *VK ID*, le système de paiement *VK Pay*, ainsi que de nombreuses autres activités. En 2019, *Mail.ru Group*, en collaboration avec *Sberbank* (une des banques d'État), a lancé la plateforme de taxi *Citymobile* et le service de livraison *Delivery Club*. Ainsi, il apparaît que les anciennes start-ups du RuNet se sont progressivement institutionnalisées au cours de la deuxième décennie du XXI^e siècle, en se structurant autour des pôles financiers et en s'inscrivant de plus en plus dans des logiques capitalistiques.

Dans le domaine médiatique, le rôle structurel était joué par *Gazprom Media*, un conglomérat particulièrement actif dans le secteur des médias classiques, notamment la télévision hertzienne. En 2008, *Gazprom Media* a acquis la plateforme locale de vidéo *RuTube* pour consolider en ligne certains de ses propres contenus (émissions de chaînes, séries, etc.). Cependant, après le lancement de son propre service de VAD (vidéo à la demande) *Premier*, *Gazprom* a transformé cette plateforme en un équivalent russe de YouTube en introduisant la monétisation publicitaire (Kasmi, 2021). *Gazprom* a également lancé une plateforme de vidéos verticales, *Yappi*.

Enfin, un autre acteur ambitieux dans le secteur numérique est celui de la finance, avec notamment *Sberbank*. En 2017, le comité de direction de cette banque d'État a décidé de changer le nom de *Sberbank* en *Groupe Sber* pour souligner qu'il ne s'agissait plus seulement d'une banque, mais d'un écosystème de services numériques (Titova, 2020). *Sberbank* a développé son propre assistant numérique (type *Alexa*) nommé *Salut*, ainsi que sa propre plateforme de e-commerce, *Sber Market*, son service de livraison *Samokat*, et la plateforme de taxi *Citymobil* (en collaboration avec *VK*). Avant 2021, il possédait avec *Yandex* une autre plateforme de e-commerce, *Yandex Market*. *Sberbank* a été particulièrement actif dans le domaine des investissements et des rachats d'entreprises dans le secteur du divertissement et des technologies numériques. En 2019, *Sberbank*, avec l'État, a annoncé un plan d'acquisition du studio d'animation *Soyuzmultfilm*, détenu directement par l'État (cet accord a été annulé en 2022 en raison des sanctions contre la banque). Toujours en 2019, *Sber* a consolidé 100 % de *Rambler*, l'un des premiers moteurs de recherche du RuNet. Cette acquisition a été réalisée pour une somme symbolique de 1 rouble (0,015 cents américains), et ce, pour une seule raison : *Rambler* détenait une plateforme de VAD, *Okko*, que *Sber* a voulu intégrer à son écosystème numérique.

Cette dynamique s'inscrit pleinement dans une logique de consolidation du secteur numérique russe. Les principaux acteurs de RuNet tels que *Yandex* dans le domaine de la recherche Internet ou *VK* dans celui des réseaux sociaux, ont

d'abord adopté un modèle économique fondé majoritairement sur la publicité. Par la suite, ces entreprises ont amorcé une stratégie d'expansion verticale en procédant au rachat des sociétés issues des premières initiatives entrepreneuriales privées des années 1990. Par exemple, *Yandex* a acquis *Kinopoisk*, un site de référence du RuNet initialement conçu comme un répertoire de films et de séries offrant une base de données détaillée sur l'industrie cinématographique. Cette acquisition a permis à *Yandex* de transformer *Kinopoisk* en une plateforme de vidéo à la demande (VAD), intégrant ainsi un nouveau segment du marché numérique. Dans le domaine de l'information en ligne, le groupe *Rambler*, propriétaire des médias historiques tels que *Lenta.ru* et *Gazeta.ru*, a été cédé à *Sber*, marquant l'entrée d'un acteur financier majeur dans le champ médiatique numérique. Par ailleurs, les réseaux sociaux *Odnoklassniki*, lancés en 2006, ainsi que *VK*, ont été consolidés par *Mail.Ru Group*, ce qui est devenu *VK Group*.

Toutefois, cette dynamique de consolidation des plateformes numériques en Russie s'accompagne d'un renforcement progressif de l'influence étatique dans le secteur. Avant les réélections de Poutine en 2012, le secteur de l'Internet s'était développé de manière relativement autonome sans investissements significatifs de la part des oligarques proches du pouvoir. Après cette période, on a assisté à la consolidation de *USM Holdings*, un conglomérat financier contrôlé par Alicher Usmanov, dont la fortune repose en grande partie sur la gestion des actifs associés à *Gazprom*. Un processus analogue s'est déroulé dans le cas de *Sberbank*. Des enquêtes journalistiques ont mis au jour des pressions exercées par l'État russe sur Arkady Volozh, fondateur et actionnaire majoritaire de *Yandex*, afin de l'amener à céder une part de ses actions à des entités jugées stratégiques, telles que *USM*, *Gazprom* ou *Sberbank*. Il fallait garantir que *Yandex* resterait en Russie (Tchourakova, 2020). À l'été 2018, des négociations entre *Yandex* et *Sber* autour d'un éventuel rachat partiel ont été rendues publiques, provoquant une chute de 10 % de la capitalisation boursière de l'entreprise en une seule journée, ce qui a conduit *Sber* à se retirer du projet. En réponse à ces tensions, l'État a mis en place un dispositif institutionnel destiné à garantir l'ancrage national de *Yandex*, tout en évitant un transfert direct de propriété. C'est dans cette optique qu'a été créée la Fondation pour les intérêts sociaux, à laquelle a été attribuée une « action d'or ». Celle-ci confère à la fondation le droit de veto sur toute opération impliquant plus de 10 % du capital, ainsi que sur les décisions relatives à la propriété intellectuelle ou à la gouvernance stratégique de l'entreprise. La fondation était constituée de cinq présidents d'universités publiques, de trois représentants de l'Union russe des entrepreneurs et de trois directeurs de *Yandex*. L'une des motivations principales de cette mise sous contrôle réside dans la volonté du Kremlin de

réguler étroitement *Yandex.News*. Depuis la guerre en Géorgie (*Ibidem*), le Kremlin n'était pas satisfait de l'algorithme de sélection des actualités dans cet agrégateur. Une série de lois adoptées entre 2014 et 2019 a placé *Yandex.News* sous contrôle en obligeant la couverture uniquement des médias enregistrés, en excluant les blogues, et en instaurant des règles strictes de modération (Daucé et Loveluck, 2023).

Toute cette dynamique montre bien le caractère ambivalent du secteur des plateformes avant la guerre, marquant la coexistence d'une législation et de discours assez isolationnistes utilisant comme prétexte le fait de résister à la domination des GAFAM d'un côté, et d'activités d'investissement à but lucratif dans ce domaine de l'autre. Même si ces activités étaient portées par une série d'acteurs étatiques, on a pu observer une certaine compétition entre eux. Parallèlement, l'État a mis en place une politique de soutien industriel pour le secteur : en 2021, une loi a obligé les fournisseurs étrangers d'équipements électroniques à préinstaller les logiciels des fabricants russes avant la vente. Cette loi a principalement profité à *Yandex* et à ses applications.

Plateformisation de temps de guerre : vers les plateformes souveraines ?

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022, l'écosystème des plateformes numériques en Russie a connu de profonds bouleversements. Certaines entreprises étrangères ont été directement visées par des mesures de blocage, tandis que d'autres ont choisi de se retirer volontairement du marché russe. Ainsi, les plateformes appartenant à Meta (Facebook et Instagram) ont été interdites d'accès sur le territoire russe, tandis que des services internationaux de vidéo à la demande (VOD) tels que Netflix ou Amazon Prime Video, ou de la musique comme Spotify ont suspendu leurs activités.

Le positionnement des principales entreprises du GAFAM demeure cependant ambivalent. Ni Apple ni Google n'ont officiellement quitté le marché russe. Apple, tout en bloquant l'essentiel des moyens de paiement – à l'exception des paiements par compte mobile encore disponibles auprès des opérateurs mobiles MTS et Beeline – continue de proposer ses services, notamment Apple TV+ dont le contenu reste accessible aux abonnés russes. De son côté, Google a suspendu tous les moyens de paiement russes, mais n'a pas interrompu l'accès à ses services essentiels, y compris YouTube. Cependant, des restrictions ciblées ont été appliquées. En 2022, YouTube a désactivé la monétisation pour les créateurs de contenu situés en Russie ou visant un public

russe, ce qui a entraîné une suppression des revenus générés par les vues en provenance de la Russie et l'arrêt de la publicité ciblée sur ce marché. En août 2024, Google a désactivé *Google AdSense*, son système de placement algorithmique de publicité ciblée.

En 2022, Google a fermé son bureau en Russie, tandis que sa filiale locale, *Google Ltd*, a été placée sous procédure de faillite. Cette décision faisait suite à une série de contentieux juridiques et à un endettement croissant, notamment vis-à-vis du Service fédéral des impôts ainsi que de plusieurs médias propagandistes russes. Ces derniers ont engagé des poursuites judiciaires contre l'entreprise, protestant contre le blocage de leurs chaînes sur YouTube, ce qui a conduit dès juin 2022, à la saisie de toutes les liquidités de la société par les huissiers de justice. Le bras de fer juridique s'est intensifié en octobre 2024, lorsqu'un tribunal russe a condamné Google à une amende d'un montant symboliquement exorbitant : deux undécillions de roubles (10^{66}) – une somme qui excède largement le PIB mondial – pour n'avoir pas exécuté une décision de justice ordonnant le rétablissement des comptes des médias tels que *RT*, *Zvezda*, *Channel One* et autres organes de propagande étatique (Tass, 2024). Cette amende, bien que juridiquement prononcée, n'a jamais été réglée par l'entreprise. Malgré ces tensions, Google n'est pas bloqué en Russie et ses services demeurent largement accessibles. L'entreprise figure toujours parmi les dix sites les plus visités du pays (base de données Mediascope). Toutefois, à partir d'août 2024, YouTube a été soumis à un ralentissement délibéré de son trafic sur le territoire russe. Dans un premier temps, les autorités ont attribué cette dégradation des performances à des facteurs techniques liés au retrait progressif de Google, notamment à l'absence de remplacement des équipements de cache chez les FAI (Chvetsova, 2024). Toutefois, des déclarations ultérieures ont reconnu que ce ralentissement avait été orchestré par les autorités elles-mêmes. Jusqu'à présent, l'impact de ces mesures reste relativement limité : une baisse de fréquentation estimée à seulement 6 % a été observée (Kouvchinov, 2025.). Plusieurs facteurs expliquent cette résilience, notamment l'usage largement répandu de VPN pour contourner les restrictions, ainsi qu'une forte réticence des utilisateurs russes à migrer vers des alternatives locales. Cette situation engendre des effets paradoxaux dans les statistiques d'audience du *RuNet*, reflétant un écart croissant entre les intentions politiques de découplage numérique et les usages concrets des internautes.

La désactivation d'*AdSense* a eu pour effet d'accroître significativement la part de marché de *Yandex*, qui s'est imposé en 2024 comme un acteur quasi monopolistique dans le domaine de la publicité sur les liens commandités. Selon les

données de l'entreprise, *Yandex* détenait cette année-là 66,4 % du marché de la recherche sur Internet et enregistrait une hausse de 30 % de son chiffre d'affaires dans ce segment (Yandex, 2025). Parallèlement, le ralentissement délibéré de YouTube sur le territoire russe a permis à d'autres plateformes, notamment *VK Vidéo* (lancée à l'automne 2021), de capter une partie croissante du public. Aux côtés de *RuTube*, *VK Vidéo* a progressivement mis en place des mécanismes de monétisation du contenu destiné aux créateurs, contribuant à l'émergence d'un écosystème alternatif. Les revenus publicitaires cumulés sur les neuf premiers mois de l'année 2024 ont ainsi atteint 66 milliards de roubles (soit environ 713 millions de US dollars), marquant une augmentation de 19 % par rapport à la même période en 2023 (VK, 2024). Il demeure toutefois prématuré de mesurer avec précision l'impact direct du ralentissement de YouTube sur la rentabilité des plateformes alternatives. Bien que *VK Vidéo* et *RuTube* connaissent une croissance notable de leur audience, la plateforme de Google ne subit, pour l'instant, qu'une baisse marginale de fréquentation.

Afin d'encourager les créateurs russes à migrer vers ces nouvelles plateformes dites « souveraines », les autorités ont mis en place un dispositif de subventions publiques, géré par l'Institut pour le Développement de l'Internet (IRI), une structure étroitement liée à l'administration présidentielle, chargée de financer la production de contenus à visée patriotique. Dans cette configuration industrielle, l'IRI joue un rôle central en facilitant l'émergence de structures professionnelles rassemblant des dizaines de vidéastes-blogueurs, souvent affiliés à l'État ou au Kremlin (Pozatchinyuk *et al.*, 2023). Ce soutien étatique vise à renforcer la visibilité des plateformes nationales, tout en maintenant un modèle de monétisation essentiellement marchand, non soumis à une régulation algorithmique directe par l'État.

Les sanctions américaines à l'encontre de la majorité des institutions bancaires russes ont donné lieu à une nouvelle forme de confrontation, cette fois dans l'univers des plateformes mobiles. Une *guerre d'application* s'est ainsi déclenchée entre les grandes plateformes globales (Google Play, App Store) et les banques russes : les premiers ont bloqué l'accès aux applications mobiles des établissements sanctionnés, tandis que les secondes ont répliqué en développant de nouveaux outils pour contourner ces restrictions. La position des géants du numérique face à la guerre en Ukraine et à la pression exercée par les États occidentaux apparaît ambivalente. D'une part, l'App Store et Google Play ont restreint l'accès aux applications des banques et à plusieurs médias affiliés au Kremlin. D'autre part, ces mêmes plateformes ont, dans certains cas, cédé aux

demandes de censure de Roskomnadzor – l'autorité russe de régulation des télécommunications – en retirant certaines applications VPN permettant aux utilisateurs russes de contourner la censure en ligne (RBK, 2024).

Face à cette dépendance aux infrastructures étrangères, l'État russe a soutenu la création d'une alternative nationale. En 2022, en partenariat avec le ministère du Développement numérique, le groupe *VK* a lancé *RuStore*, une plateforme russe de distribution d'applications Android. Présentée comme une réponse souveraine à *Google Play* ou au *Huawei Store*, *RuStore* vise à offrir un environnement autonome, hors de portée des décisions unilatérales des acteurs occidentaux. Les premières applications disponibles sur cette plateforme ont été celles des banques visées par les sanctions. Toutefois, les limitations techniques imposées par Apple à son système d'exploitation iOS entravent toujours la compatibilité de *RuStore* avec les appareils Apple. La décision de l'Union européenne d'obliger Apple à autoriser l'installation d'une boutique alternative (*AltStore*) sur les iPhones vendus en Europe a inspiré une démarche similaire en Russie. A l'automne 2024, les députés russes ont adopté une loi contraignant Apple à préinstaller *RuStore* sur les iPhones commercialisés sur le marché national (Roskomsvoboda, 2024). Cette mesure s'inscrit dans une volonté plus large de souverainisation technologique, combinant injonctions politiques, développement industriel et résistance aux normes imposées par les multinationales du numérique.

Le déclenchement de la guerre en Ukraine a agi comme un catalyseur dans le processus de consolidation industrielle des plateformes numériques russes. Cette dynamique avait cependant été amorcée dès la fin de l'année 2021, lorsque Alicher Ousmanov, à travers son holding *USM*, a cédé 45 % du groupe *VK* à la compagnie d'assurance *Sogaz*, proche de *Gazprom* mais contrôlée par Yuri Kovaltchuk, un oligarque considéré comme l'un des plus proches alliés personnels de Vladimir Poutine. Kovaltchuk est par ailleurs une figure centrale du secteur médiatique russe, en tant que propriétaire du *National Media Group*, qui contrôle notamment cinq chaînes de télévision hertziennes, dont 25 % de *La Première Chaîne*, vitrine audiovisuelle de l'État.

Parallèlement, *Gazprom Media*, conglomérat médiatique affilié à *Gazprom*, a acquis les 45 % restants de *VK*, renforçant ainsi l'intégration du groupe au sein des réseaux d'influence étatiques. Ce rapprochement institutionnalise la place stratégique de *VK* au cœur de l'appareil médiatique russe, alors même que *Gazprom Media* contrôle déjà *RuTube*, une autre plateforme de vidéos. Pourtant, *VK Vidéo* – développée par *VK* – poursuit son expansion et surpasse nettement *RuTube* en termes de performances et d'audience. La coexistence de deux

« L'Etatisme de plateforme » : « souverainisation » des plateformes comme stratégie industrielle. Le cas de la Russie

plateformes vidéo issues du même pôle industriel suggère que les objectifs poursuivis par l'État et ses partenaires ne sont pas exclusivement économiques, mais aussi politiques.

Ce type d'arrangement illustre la formation d'un système de contrôle hybride, dans lequel les intérêts économiques, médiatiques et politiques sont entremêlés. *Gazprom*, pivot énergétique de la Russie, agit ici comme centre névralgique autour duquel gravitent différents instruments de pouvoir (ce qu'on a évoqué déjà dans nos travaux ultérieurs (Kiriya, 2017)). *National Media Group* et les autres activités de Yuri Kovaltchuk sont depuis longtemps interconnectés au sein du principal pôle financier du pays : *Gazprom* (ibidem). *Sogaz*, de son côté, est l'assureur privilégié de *Gazprom*. Kovaltchuk contrôle également la société de gestion *Leader*, qui détient une participation dans *Gazfond* (fonds de pension et de retraite), qui est lui-même un actionnaire majeur de *Gazprombank*. Cette toile de liens financiers et industriels permet d'atténuer les risques politiques en équilibrant le contrôle étatique (à travers *Gazprom*, *La Première Chaîne*, *Sogaz* et de nombreux médias partiellement détenus par l'État) avec l'influence des oligarques proches du pouvoir, formant ainsi le « cercle rapproché » du président. Maintenant nous pouvons voir comment ce « cercle » établit le contrôle sur les plateformes numériques.

Après le début de la guerre, la question du contrôle de *Yandex* par sa société mère, basée aux Pays-Bas (*Yandex N.V.*), est redevenue centrale. D'un côté, l'État russe souhaitait « rapatrier » *Yandex* en Russie afin d'en faire un actif stratégique pour des raisons géopolitiques, d'autant plus que les Pays-Bas sont considérés comme pays « inamical » par la Fédération de Russie. De l'autre, le propriétaire et PDG de *Yandex*, Arkady Volozh, résidant en Israël, a été sanctionné par l'Union européenne pour ses liens supposés avec le pouvoir russe, bien qu'il ait publiquement condamné l'agression contre l'Ukraine en 2023. Cette prise de position tardive ne l'a pas exempté de sanctions initialement, mais elle a sans doute pesé dans la levée ultérieure des mesures à son encontre, intervenue après la conclusion d'un accord de séparation entre les activités russes et internationales de *Yandex*. Dès les premiers mois du conflit, *Yandex* a ainsi entrepris une restructuration stratégique, se désengageant volontairement des segments les plus sensibles du point de vue de l'expression publique et de la gestion de l'information. Deux de ses produits clés, *Yandex.News*, un agrégateur d'actualités en ligne, et *Yandex Dzen*, un service de blogs personnalisés, ont été cédés à *VK* (Sokolov, 2022). *VK*, qui avait déjà une longue expérience en matière de censure du contenu sur son réseau social et ses autres services, vient de changer son directeur pour Vladimir Kirienko, fils du chef adjoint de l'administration présidentielle Sergueï Kirienko.

Toutefois, la séparation entre *Yandex* et ses activités russes ne pouvait être opérée sans complexité. L'entreprise ne se limitait pas à son rôle de moteur de recherche ou d'acteur technologique majeur en Russie : elle occupait une position stratégique dans l'ensemble de l'espace russophone postsoviétique, en particulier en Asie centrale, et contrôlait également *YanGo*, une plateforme de services de mobilité basée à Dubaï et opérant dans plusieurs pays européens, en Afrique et même en Amérique latine. Une cession directe à des oligarques russes sanctionnés aurait donc compromis la viabilité internationale de la marque, en la soumettant aux régimes de sanctions occidentaux. Un compromis juridique et financier a finalement été trouvé à l'été 2024 : la société mère *Yandex N.V.* enregistrée aux Pays-Bas, a cédé ses activités russes à un groupe d'investissement nommé *Consortium.Pervy*, structuré comme une fondation fermée. La majorité du capital (35 %) est désormais détenue par les propriétaires russes de *Yandex* et quatre investisseurs relativement inconnus, dont les participations ne dépassent pas 25 % chacun (Ivanov, 2024). Par ailleurs, 15 % du capital restent cotés à la Bourse de Moscou, ce qui assure une certaine liquidité du titre tout en conservant une structure majoritairement privée. Notamment, aucun oligarque sanctionné ni aucune entreprise d'État ne figure parmi les nouveaux actionnaires, même si certains d'entre eux sont réputés avoir des liens indirects avec *Gazprom*, *Kovaltchuk*, etc. Cette configuration évitant les figures politiques identifiées laisse la porte ouverte à un potentiel retour d'investisseurs internationaux après la guerre. En parallèle, *Yandex N.V.* a choisi de renoncer à l'usage de la marque "Yandex", s'est rebaptisée "Nebius", et se consacre désormais au développement d'activités en intelligence artificielle, en particulier autour d'un centre de données implanté en Finlande, marquant ainsi une volonté de redéploiement stratégique hors de l'espace postsoviétique.

Conclusion

Au terme de cette analyse, il convient de souligner que deux logiques, fondamentalement contradictoires, continuent de coexister dans le développement des plateformes numériques en Russie. D'un côté, une logique de « souverainisation discursive » s'impose avec de plus en plus de clarté. Elle est explicitement formulée dans les discours des autorités et s'inscrit dans une stratégie politique assumée, renforcée par le contexte de conflit avec l'Occident. Cette logique, amorcée par plusieurs textes législatifs avant même le déclenchement de la guerre, vise à renforcer le contrôle de l'espace informationnel, notamment en ce qui concerne l'auto-expression en ligne. Dans cette perspective, les impératifs politiques priment souvent sur

les considérations économiques. C'est ce que révèlent, par exemple, les manipulations algorithmiques de la section actualités de *Yandex.News* ou encore l'amplification artificielle de l'engagement (likes, partages) sous les publications à caractère patriotiques sur *VK*.

D'un autre côté, une logique marchande continue de prévaloir dans de nombreux segments de l'économie numérique. Elle repose principalement sur la concentration du capital et l'intégration verticale des services numériques. Cette tendance est particulièrement manifeste dans l'essor de *Yandex*, devenu quasi hégémonique dans la recherche en ligne et la publicité, ou de *VK*, qui centralise désormais les réseaux sociaux, la vidéo amateur et une partie croissante des contenus éditoriaux. Dans ces cas, ce sont les marchés de la publicité en ligne et du commerce électronique qui dictent les priorités, les plateformes se structurant selon des logiques d'optimisation économique, de croissance des revenus et d'attractivité pour les annonceurs.

En matière de contrôle et de structure du capital, le secteur de l'Internet russe s'est fortement concentré au cours des cinq dernières années. Le capital médiatique y occupe désormais une place bien plus significative, à l'image de ce que l'on observe dans le secteur télévisuel. Cette évolution a pour conséquence un resserrement du contrôle de l'espace d'auto-expression, désormais largement dominé par des groupes oligarchiques étroitement liés au pouvoir politique. Ce phénomène ne constitue cependant pas une rupture radicale avec l'organisation historique du paysage médiatique en Russie : il s'inscrit dans une continuité, bien que les plateformes numériques offrent de nouveaux leviers de centralisation et de contrôle dans le contexte de la censure militaire. Il convient néanmoins de noter que la concurrence entre pôles financiers et groupes oligarchiques reste vive, y compris dans ce secteur, et que les positions ne sont pas totalement unifiées. En revanche, dans les domaines technologiques déconnectés de l'auto-expression (comme les services de mobilité, la livraison, les infrastructures infonuagiques ou les systèmes d'exploitation), la logique dominante n'est pas nécessairement souverainiste. Au contraire, la présence sur les marchés étrangers et la possibilité de rester attractifs pour des investissements internationaux demeurent des objectifs stratégiques.

Dans cette perspective, on peut conclure que, malgré les tendances autoritaires et souverainistes dans certains secteurs, la logique du capitalisme de plateforme reste structurante pour une large partie de l'économie numérique russe.

Références :

(2019) 608767-7, projet de loi, URL :
<https://sozd.duma.gov.ru/bill/608767-7>

Atchkasova, K. (2024). *Mediatrendy 2024* [Les tendances médiatiques 2024], présentation de 08.10.2024 du forum industriel « Journée de Brand 2024 », Moscou : Médiascope. URL :

https://mediascope.net/upload/iblock/82a/azh2s3pelef0ddsbug69odhl1nulmihy/Mediascope_%D0%9C%D0%B5%D0%B4%D0%B8%D0%B0%D1%82%D1%80%D0%B5%D0%BD%D0%B4%D1%8B%202024.pdf

Bullich, V. et Schmitt, L. (2019). Socio-économie des médias : analyser les stratégies de production-valorisation. Dans B. Lafon (dir.), *Médias et médiatisation : Analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques* (p. 19-46). Grenoble : PUG.

<https://doi.org/10.3917/pug.lafon.2019.01.0019>.

Castells, M. (1999). *Fin de Millénaire*. Paris : Fayard.

Castells, M. (2012). *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*. New York: Polity.

Chvetsova, A. (2024). Deputaty ne dogovorilis' tchto proiskhodit s YouTube [Les députés ne se sont pas mis d'accord sur ce qui se passe avec YouTube], *Comnews*, 29 juillet. URL : <https://www.comnews.ru/content/234510/2024-07-29/2024-w31/1007/deputaty-ne-dogovorilis-chto-proiskhodit-youtube>

Daucé, F., Loveluck, B. (2023). Discipliner l'espace public numérique : l'agrégateur de nouvelles Yandex.News. Dans F. Daucé, B. Loveluck, F. Musiani (dir.), *Genèse d'un autoritarisme numérique* (pp. 73-96). Paris : Presses des Mines.

Degtereva, E., Kiriya, I. (2010) Russian TV market: Between state supervision, commercial logic and simulacrum of public service, *Central European Journal of Communication*, 2010. № 3 (4).

Deibert, R., Rohozinski, R. (2010). Control and Subversion in Russian Cyberspace. Dans R. Deibert, J. P. Palfrey, R. Rohozinski, J. L. Zittrain (dir.), *Access Controlled : The Shaping of Power, Rights, and Rule in Cyberspace* (pp. 15-34). Cambridge : MIT Press. doi:
<https://doi.org/10.7551/mitpress/8551.003.0007>

Dietrich, P. (2023). *Russia Purports to Build a Fully Controlled, State-Run IT Ecosystem*, DGAP (German Council on Foreign Relations), 17 novembre. URL:
<https://dgap.org/en/research/publications/russia-purports-build-fully-controlled-state-run-it-ecosystem>

« L'Etatisme de plateforme » : « souverainisation » des plateformes comme stratégie industrielle. Le cas de la Russie

Ermoshina, K., Loveluck, B. et Musiani, F. (2021). A market of black boxes: The political economy of Internet surveillance and censorship in Russia. *Journal of Information Technology & Politics*, 19(1), 18–33.

<https://doi.org/10.1080/19331681.2021.1905972>

Fuchs, C. (2017). *Social Media : A Critical Introduction*. 2nd ed. London, U. K. : Sage.

Garside, J. (2013). Russia's richest man cashes in on Facebook share recovery, *The Guardian*, 5 septembre, URL: <https://www.theguardian.com/business/2013/sep/05/facebook-russia-richest-alisher-usmanov-sells-stake>

Gazprom Media (2024). *Gazprom media holding o klutchevykh itogakh goda* [Gazprom media holding sur les bilans principaux de l'année], 25 décembre. URL: <https://www.gazprom-media.com/ru/media/formirovanie-arhetipov-rossijskih-kinogeroev-prodolzhenie-rosta-auditorii-tv-kanalov-i-rutube-gazprom-media-o-klyuchevyh-itogah-goda>

Golitsyna, A., Agamalova, A. (2014). Poutine ouveren, chto Internet voznik kak proekt TSRU [Poutine est certain que Internet est apparu comme projet de CIA], *Vedomosti*, 24 avril. URL : <https://www.vedomosti.ru/technology/articles/2014/04/24/putin>

Ivanov, I. (2024). Yandex polnost'iu stal rossijskim [Yandex est devenu complètement russe], *Comnews*, 16 juillet. URL : <https://www.comnews.ru/content/234340/2024-07-16/2024-w29/1007/yandeks-polnostyu-stal-rossijskim>

Kasmi, E. (2021). Byvshij glava Roskomnadzora prevratil RuTube v polnuju kopiu YouTube [L'ancien directeur de Roskomnadzor a transformé RuTube en copie complète de YouTube], *C-News*, 2 avril. URL : <https://www.cnews.ru/news/top/2021-04-02-byvshij-glava-roskomnadzora>

Kiriya, I. (2017). The Impact of International Sanctions on Russia's Media Economy. *Russian Politics*, 2(1), 80-97, doi: <https://doi.org/10.1163/2451-8921-00201005>

Kiriya, I. (2019). New and old institutions within the Russian media system. *Russian Journal of Communication*, 11(1), 6–21, doi: <https://doi.org/10.1080/19409419.2019.1569551>

Kiriya, I. (2024). Vivre des deux côtés de la frontière numérique : des pratiques d'ajustement des russes aux blocages communicationnels en temps de guerre, *Les enjeux de l'information et de la communication*, n°24/4, 2024, pp.17-30, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2024/varia/vivre-des-deux-cotes-de-la-frontiere->

[numerique-des-pratiques-dajustement-des-russes-aux-blocages-communicationnels-en-temps-de-guerre/](#)

Kiriya, I., Sherstoboeva, E. (2015). Russian Media Piracy in the Context of Censoring Practices, *International Journal of Communication*, 9 (2015), 839-851

Kolozaridi, P., Asmolov, G. (2021). Run Runet Runaway : The Transformation of the Russian Internet as a Cultural-Historical Object. Dans D. Gritsenko, M. Wijermars, M. Kopotev (dir.) *The Palgrave Handbook of Digital Russia Studies* (p. 277-296). Camden, U. K. : Palgrave Macmillan. doi : https://doi.org/10.1007/978-3-030-42855-6_1

Koltsova, O., Shcherbak, A. (2015). 'LiveJournal Libra!': The political blogosphere and voting preferences in Russia in 2011–2012. *New Media & Society*, 17(10), 1715-1732, doi : <https://doi.org/10.1177/1461444814531875>

Kossov, V. (2023). Oppression juridique et recours numériques : droit, lois et jugements. Dans F. Daucé, B. Loveluck, F. Musiani (dir.). *Genèse d'un autoritarisme numérique* (pp. 33-50). Paris : Presses des Mines,

Kouvchinov, I. (2025). Auditoria YouTube prodolzhiła snizhat'sia posle zamedlenia platformy v Rossii [L'audience de YouTube continue de baisser à cause de ralentissement de la plateforme en Russie], *Bulleten Kinoprokatchika* [Bulletin de cinédistributeur], 15 janvier. URL : https://www.kinometro.ru/news/show/name/youtube_vk_statistics_15012025

Lebedeva, O. (2025). V 2024 godu RF zablokirovala rekordnoye tchislo saitov [En 2024 la Fédération de Russie a bloqué un nombre record de sites], *Deutsche Welle en Russe*, 28 janvier. URL : <https://www.dw.com/ru/v-2024-godu-rf-zablokirovala-rekordnoe-cislo-sajtov/a-71439595>

Mattelart, T. (1995). *Le Cheval de Troie audiovisuel. Le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontalières*, Grenoble : PUG.

MacBride, S. (1986). *Voix Multiples. Seul Monde*. Paris : Unesco.

Mizobata, S., Hiroaki, H. (2022). State Capitalism in Russia. Dans M. Wright *et al.* (dir.), *The Oxford Handbook of State Capitalism and the Firm* (pp. 785-804). Oxford : Oxford Academic. doi: <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198837367.013.34>

Nocetti, J. (2015). Russia's 'dictatorship-of-the-law' approach to internet policy. *Internet Policy Review*, 4(4), doi: <https://doi.org/10.14763/2015.4.380>

« L'Etatisme de plateforme » : « souverainisation » des plateformes comme stratégie industrielle. Le cas de la Russie

Pozatchinyuk, V., Reiter, S., Pankratova, I. et Pertsev, A. (2023). Fabrika nakrutok. Kak VK prevratchaet Runet v televizor s pomoshchyu komikov, trollej i blogerov [La fabrique des fausses-statistiques. Comment VK transforme RuNet en télévision à l'aide des comiques, trolles et blogueurs], *The Bell*, 25 décembre. URL : <https://thebell.io/fabrika-nakrutok-kak-vk-prevrashchaet-runet-v-televizor-s-pomoshchyu-komikov-trolley-i-blogerov>

Quénelle, B. (2016). Pavel Dourov, l'enfant terrible du Web russe, *Les Echos*, 19 mai. URL : <https://www.lesechos.fr/2016/05/pavel-dourov-lenfant-terrible-du-web-russe-1111249>

RBK (2024). Iz Rossijskogo AppleStore udalili 4 VPN-servisa [4 applications VPN ont été éliminées de l'AppleStore Russe], *rbc.ru*, 4 juillet. URL : <https://www.rbc.ru/business/04/07/2024/66866fe39a7947c260492d58>.

Roem.ru (2018). Achmanov pritchislil k vragam Rossii Twitter, Google, Facebook [Achmanov a nommé Twitter, Google et Facebook comme des ennemis de la Russie], *Roem.ru*, 18 septembre. URL : <https://roem.ru/18-09-2018/273624/ashmanov-pro-uchastnikov-vojny/>

Roskomsvoboda (2021). Roskomnadzor sostavil na Google protokol za otkaz lokalizovat' dannyye pol'zovateley [Roskomnadzor a déposé un PV contre Google pour avoir refusé de localiser les données des utilisateurs], *Roskomsvoboda*, 30 juin. URL : <https://roskomsvoboda.org/ru/post/rkn-protokol-google-242/>

Roskomsvoboda (2024). Zakonoproekt ob objazatelnoj ustanovke RuStore na smartfony priniat v pervom tchtenii [Le projet de loi sur l'installation obligatoire de RuStore sur les smartphones a été voté en première lecture], *Roskomsvoboda*, 13 novembre. URL : <https://roskomsvoboda.org/ru/post/russian-rustore-mandatory-foreign-smartphones-bill-passed/>

Roskomsvoboda (2025). Base des données des sites internet bloqués, *Roskomsvoboda*, URL : <https://reestr.rublacklist.net/ru/statistics/#chartCompanyTitle>

Rusakov, I. (2022). Doli Google i Yandex v poiskovom trafike Rossii [La part de Google et Yandex dans le trafic de recherche en Russie], *Skillbox*, 22 novembre. URL : <https://skillbox.ru/media/marketing/doli-google-i-yandeksa-v-poiskovom-trafike-rossii-rezultaty-poslednego-issledovaniya/>

Smyrniaios, N., Papaevangelou, C. (2022). The War in Ukraine Exposes Social Media as a Tool of the State, *TechPolicy Press*, 12 mars. URL:

<https://www.techpolicy.press/the-war-in-ukraine-exposes-social-media-as-a-tool-of-the-state/>

Sokolov, K. (2022). Yandex zakryl sdelku po prodazhe VK servisov "Dzen" i "Novosti" [Yandex a finalisé l'accord de vente des services Dzen et Actualités], *Rbc.ru*, 12 septembre. URL :

<https://www.rbc.ru/business/12/09/2022/631f00b99a794786177778bc>

Sostav.ru (2024). Itogi goda ot VK Video: 2,9 milliarda prosmotrov rolikov v sutki i rost tchisla avtorov na 52% [Le bilan de l'année de VK Video : 2,9 milliards de visionnages des vidéos par jour et augmentation de nombre d'auteur de 52 %], *Sostav.ru*, 9 décembre. URL :

<https://www.sostav.ru/publication/vk-video-itogi-71877.html>

Srnicek, N. (2018). *Le capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique*. Montréal : Lux.

Starikov, N. (2009). *Zapad protiv Rossii: za chto nas nenavidyat* [L'Occident contre la Russie : pourquoi on nous déteste]. Moscou : Eksmo.

Tass.ru (2024). Summa chtrafov Google v RF vyrosla do dvoukh undcellionov rublei [La somme des amendes de Google en Fédération de Russie a atteint deux undécillions de roubles], *Tass.ru*, 29 octobre. URL :

<https://tass.ru/ekonomika/22263289>

Tchourakova, O. (2020). Razgovortchiki v stroju : Rasskaz o tom kak Kreml delal Yandex poslushnym [Bavardage dans les rangs. L'histoire de Kremlin qui apprenait à Yandex d'obéir], *Proekt Media*, 26 février. URL :

<https://www.proekt.media/narrative/yandex-i-kreml/#law>

Thumfart, J. (2025). Digital Sovereignty in China, Russia, and India. From NWICO to SCO and BRICS. Dans M. Jiang, et L. Belli (dir.). *Digital Sovereignty in the BRICS Countries* (pp. 41-62). Cambridge : Cambridge University Press.

Titova, Y. (2020). « Zabudem kak pro strachnyi son »: kak Sberbank tri goda prevratchalsja v Sber [« Oublions ça comme un mauvais rêve » : comment pendant trois ans Sberbank s'est transformée en Sber], *Forbes*, 26 octobre.

URL : <https://www.forbes.ru/finansy-i-investicii/411417-zabudem-kak-strashnyy-son-kak-sberbank-tri-goda-prevrashchalsya-v-sber>

Tufekci, Z. (2019). *Twitter et les gaz lacrymogènes. Forces et fragilités de la contestation connectée*. Caen : C&F Editions.

VK (2024). *Résultats financiers du groupe VK en 3 trimestres 2024*, VK Group, 21 novembre.

https://corp.vkcdn.ru/media/files/RUS_IR_Presentation_Q3_2024.pdf

« L'Etatisme de plateforme » : « souverainisation » des plateformes
comme stratégie industrielle. Le cas de la Russie

Woodcock, J. (2021). *The fight against platform capitalism: An inquiry into the global struggles of the gig economy*.
London : University of Westminster Press.

<https://doi.org/10.16997/book51>

Yablokov, I. (2018). *Fortress Russia: Conspiracy Theories in the Post-soviet World*. Cambridge : Polity Press.

Yandex (2025). *Résultats financiers du groupe en 2024*,
Yandex, 20 février. <https://yandex.ru/company/news/20-02-2025>